La contribution du Maroc à la mise en oeuvre de la résolution sur la Libye se focalisera sur les opérations humanitaires

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 30-03-2011 01:18:42

La contribution du Maroc à la mise en oeuvre de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité sur la Libye se focalisera exclusivement sur les opérations à caractère strictement humanitaire ainsi que sur la réussite du processus de transition démocratique, a affirmé mardi à Londres le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Taieb Fassi Fihri.

Dans une déclaration à la MAP, peu avant le début des travaux de la première réunion du groupe de contact sur la Libye à laquelle le Maroc participe, M. Fassi Fihri a souligné que depuis le déclenchement de la crise libyenne, "la position et l'attitude dynamique du Royaume ont été constamment guidées par les liens de fraternité profonde, la tradition de solidarité forte et le sentiment d'appartenance maghrébine qui unissent les peuples libyen et marocain".

De ce fait, a-t-il ajouté, "le souci premier et la préoccupation majeure du Maroc ont toujours été la protection et la préservation de la sécurité de la population civile libyenne victime de violences inouïes, l'allégement de ses souffrances quotidiennes et l'apaisement de ses inquiétudes".

C'est dans cet esprit, a rappelé le ministre, que SM le Roi Mohammed VI a donné Ses Hautes instructions pour qu'une équipe médicale soit dépêchée le 2 mars à Rass Ajdir à la frontière tuniso-libyenne, afin d'installer un hô pital de campagne multidisciplinaire.

Le personnel médical et paramédical marocain a ainsi pu prodiguer des soins importants, de première nécessité aux réfugiés, de différentes nationalités.

Le 25 mars, le Maroc a renouvelé cet effort et renforcé sa contribution à l'assistance humanitaire en Libye en y faisant parvenir une quantité importante de matériel médical, a précisé M. Fassi Fihri.

"Cette préoccupation humanitaire constante n'a d'égal que le souci permanent du Maroc de préserver l'intégrité territoriale et l'unité nationale de la Libye et de s'opposer fermement à toute présence étrangère illégale ou occupation étrangère de ce pays maghrébin frère", a déclaré le ministre.

M. Fassi Fihri a en outre noté que depuis l'adoption de la résolution 1973, le Maroc a insisté, notamment lors de la Conférence de Paris du 19 mars dernier, sur la dimension globale et complémentaire des différentes dispositions de cette résolution notamment celles relatives au "cessez-le-feu", à la "protection des civils par tous les moyens", à "l'aide humanitaire", aux "sanctions individuelles" et au "processus politique".

"Chaque pays peut ou doit contribuer à la mise en oeuvre de cette résolution selon ses sensibilités particulières, ses solidarités spécifiques et ses capacités propres. Et toute contribution doit être utile", a-t-il poursuivi.

Dans ce contexte, le Royaume a choisi de poursuivre, en coordination avec d'autres pays arabes et musulmans frères, la mise en oeuvre de la dimension humanitaire et de l'aide apportée aux populations libyennes civiles victimes des violences, ainsi qu'aux communautés étrangères présentes en Libye, conformément à l'esprit de solidarité arabe et aux valeurs musulmanes d'empathie et de compassion, a indiqué le ministre.

M. Fassi Fihri a en outre souligné que le Maroc ne cesse d'insister sur l'importance du lancement, en parallèle aux autres actions entreprises, d'un véritable processus politique, fondé sur un dialogue inclusif, ouvert à toutes les expressions politiques et sociales en Libye pour que le peuple libyen frère puisse se prendre en charge dans un cadre démocratique.

"Le Maroc est convaincu que seule cette approche est de nature à permettre une sortie de crise rapide, qui puisse répondre aux aspirations légitimes du peuple libyen et au nécessaire retour à la paix et à la stabilité de ce pays frère, dont la sécurité est primordiale non seulement pour la région maghrébine, mais également pour l'espace sahélo-saharien et pour la zone euro-méditerranéenne dans l'ensemble", a déclaré le ministre.

Une quarantaine de pays et représentants d'organisations régionales et internationales dont les Nations Unies et la Ligue Arabe prennent part à la réunion du "groupe de contact" sur la Libye.
MAPF